

## PRÉFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

**Direction Départementale  
des Territoires et de la Mer**

Perpignan le **23 JUIN 2021**

Service Eau et Risques

Unité de Gestion de  
Crise et Sécurité des  
Transports

**Dossier suivi par :**  
Jordi BONNEFILLE

☎ : 04.68.38.10.60  
☎ : 04.68.38.10.59  
✉ : [jordi.bonnefille@pyrenees-orientales.gouv.fr](mailto:jordi.bonnefille@pyrenees-orientales.gouv.fr)

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n°**  
DDTM/SER/2021174-0001  
portant retrait de l'arrêté n°  
DDTM/SER/2021138-0001 du 18 mai 2021

et modifiant l'arrêté préfectoral n°  
DDTM/SER/2018103-0001 du 13 avril 2018  
portant définition des réseaux routiers  
"120 tonnes", "94 tonnes" et "72 tonnes" du  
département des Pyrénées-Orientales  
accessibles aux convois exceptionnels sous  
réserve du respect des caractéristiques  
techniques de poids et gabarit maximales  
et des prescriptions associées

**LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES**

**Vu** le Code de la route,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** le Code de la voirie routière,

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

**Vu** le décret n°2005-1499 du 5 décembre 2005 relatif à la consistance du réseau routier national,

**Vu** le décret n°2009-615 du 3 juin 2009 modifié fixant la liste des routes à grande circulation et son annexe,

**Vu** le décret n°2017-16 du 6 janvier 2017 relatif à la circulation des transports exceptionnels,

**Adresse postale** : 2, rue Jean Richepin – BP 50909 – 66020 PERPIGNAN CEDEX

**Téléphone** : ⇒ Standard +33 (0)4.68.38.12.34

Renseignements : ⇒ INTERNET : [www.pyrenees-orientales.gouv.fr](http://www.pyrenees-orientales.gouv.fr)

⇒ COURRIEL : [ddtm@pyrenees-orientales.gouv.fr](mailto:ddtm@pyrenees-orientales.gouv.fr)

**Vu** l'arrêté du 4 mai 2006 modifié relatif aux transports exceptionnels de marchandises, d'engins ou de véhicules et ensembles de véhicules comportant plus d'une remorque, notamment son article 9 bis,

**Vu** l'arrêté interministériel du 5 juillet 2017 définissant les réseaux routiers à portée nationale de transports exceptionnels,

**Vu** l'arrêté préfectoral n° DDTM/SER/2018103-0001 du 13 avril 2018 portant définition des réseaux routiers "120 tonnes", "94 tonnes", "72 tonnes" du département des Pyrénées-Orientales accessibles aux convois exceptionnels sous réserve du respect des caractéristiques techniques de poids et gabarit maximales et des prescriptions associées, nécessitant une mise à jour de ses annexes, suite à l'ouverture de la nouvelle rocade ouest,

**Vu** la demande du Conseil départemental des Pyrénées-Orientales en date du 19 avril 2021,

**CONSIDÉRANT** qu'il convient d'établir des réseaux routiers « types » pour les convois exceptionnels dans le cadre de la simplification de la procédure d'instruction des demandes d'autorisation de transports exceptionnels,

**CONSIDÉRANT** le code de la route et notamment son article R.433-2-1 qui précise que les réseaux routiers départementaux sont définis par arrêté des préfets de département concernés, après avis des autorités gestionnaires des voies empruntées,

**CONSIDÉRANT** la demande de retrait de l'arrêté DDTM/SER/2021138-0001 du 18 mai 2021 par les services de la direction de la sécurité routière en date du 9 juin 2021,

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer des Pyrénées-Orientales,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 :**

L'arrêté DDTM/SER/2021138-0001 du 18 mai 2021 est rapporté.

### **Article 2 :**

Les annexes 1, 2, 3 et 4, relatives aux prescriptions de circulation sur ces axes, jointes au présent arrêté annulent et remplacent les annexes 1, 2, 3 et 4 de l'arrêté préfectoral n° DDTM/SER/2018103-0001 du 13 avril 2018 sus-cité.

### **Article 3 :**

Le présent arrêté peut faire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du préfet des Pyrénées-Orientales,
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### Article 4 :

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales et Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer des Pyrénées-Orientales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée à Madame la Présidente du Conseil départemental des Pyrénées-Orientales, à Monsieur le Directeur régional des services de l'exploitation Languedoc-Roussillon de Narbonne de la Société Autoroutes du Sud de la France et à Monsieur le Maire de Perpignan.

  
Le Préfet  
Etienne STOSKOPF

## PRÉFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

Direction Départementale  
des Territoires et de la Mer

Service Eau et Risques

Cellule de Veille  
Opérationnelle et de  
Coordination des Exploitants  
Routiers

Dossier suivi par :  
Claude Marcerou

☎ : 04.68.38.10.60  
☎ : 04.68.38.10.59  
✉ : claude.marcerou  
@pyrenees-orientales.gouv.f

Perpignan, le 13 AVR. 2018

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° ~~DDTM/SEM/2018/001~~

portant définition des réseaux routiers "120 tonnes", "94 tonnes" et "72 tonnes" du département des Pyrénées-Orientales accessibles aux convois exceptionnels sous réserve du respect des caractéristiques techniques de poids et gabarit maximales et des prescriptions associées

LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif au pouvoir des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

Vu le décret n° 2005-1499 du 5 décembre 2005 relatif à la consistance du réseau routier national,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié fixant la liste des routes à grande circulation et son annexe,

Vu le décret n° 2017-16 du 6 janvier 2017 relatif à la circulation des transports exceptionnels,

Vu l'arrêté du 4 mai 2006 modifié relatif aux transports exceptionnels de marchandises, d'engins ou de véhicules et ensembles de véhicules comportant plus d'une remorque, notamment son article 9 bis,

Vu l'avis du Conseil départemental des Pyrénées-Orientales en date du 23 décembre 2016,

Vu l'avis de Vinci Autoroutes en date du 7 juillet 2017,

Vu l'avis de la mairie de Perpignan en date du 12 octobre 2017,

CONSIDÉRANT qu'il convient d'établir des réseaux routiers « types » pour les convois exceptionnels dans le cadre de la simplification de la procédure d'instruction des demandes d'autorisation de transports exceptionnels,

CONSIDÉRANT le code de la route et notamment son article qui R.433-2-1 qui précise que les réseaux routiers départementaux sont définis par arrêté des préfets de département concernés, après avis des autorités gestionnaires des voies empruntées,

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer des Pyrénées-Orientales,

## ARRÊTE

### Article 1 :

Dans le cadre de la simplification des procédures de transports exceptionnels, le réseau routier « 120 tonnes » du département des Pyrénées-Orientales est constitué des voies reportées sur la carte en annexe 1 et listées en annexe 2.

### Article 2 :

Ce réseau est accessible aux convois exceptionnels circulant sous couvert d'une autorisation préfectorale dite « autorisation individuelle » relative à tout ou partie du réseau routier « 120 tonnes ».

Les convois autorisés à circuler sur ce réseau doivent respecter les conditions générales suivantes :

- le poids total en charge ne doit pas excéder 120 tonnes pour le réseau « 120 tonnes »,
- le poids maximal à l'essieu ne doit pas excéder 12 tonnes,
- l'espacement entre essieux doit être supérieur ou égal à 1,36 m,

Ponctuellement, sur prescriptions des services de l'État après avis des services gestionnaires de voirie, les caractéristiques maximales des convois autorisés peuvent être inférieures.

Les caractéristiques maximales des convois et les codes de prescriptions sont précisés par voie en annexe 2 et pour chaque ouvrage et équipements en annexe 3. Les dimensions des convois doivent être inférieures aux caractéristiques maximales par tronçon. Toutefois, seule une reconnaissance préalable de l'itinéraire pourra garantir le passage du convoi.

### Article 3 :

La circulation des convois est autorisée en respectant les prescriptions définies à l'annexe 4 et associées aux voiries, ouvrages et équipements définis aux annexes 2 et 3.

Les transporteurs doivent impérativement informer les gestionnaires préalablement au passage du convoi, suivant les conditions et délais définis dans le cahier des prescriptions et au plus tard deux jours avant le passage du convoi.

### Article 4 :

Les demandes d'autorisation de transports exceptionnels devront parvenir au service instructeur de la Direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Orientales par voie dématérialisée, à l'aide de l'application TENet. Elles pourront ainsi être traitées dans les meilleurs délais.

### Article 5 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

### Article 7 :

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales et Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer des Pyrénées Orientales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée à Madame la Présidente du Conseil départemental des Pyrénées-Orientales, à Monsieur le Directeur régional des services de l'exploitation Languedoc-Roussillon de Narbonne de la Société Autoroutes du Sud de la France et à Monsieur le Maire de Perpignan.

LE PRÉFET



Philippe VIGNES